

Témoignages

JOURNAL FONDÉ EN 1944 PAR LE Dr RAYMOND VERGÈS

N° 17.929

Dans 3 jours, François Hollande à La Réunion

Echéance 2017 au cœur du débat



La visite de l'usine sucrière de Bois-Rouge au programme de François Hollande.

Jeudi dernier, le PCR a lancé une opération d'information et d'explication auprès des planteurs et des ouvriers sur les plates-formes de livraison de la canne à sucre. La conférence de presse tenue le jour même sur ce sujet a amplifié la portée de l'initiative. Le Comité général de dimanche a encore accentué l'importance de l'échéance 2017. La menace sur la filière canne et les 30.000 emplois liés sont maintenant au cœur du débat de la visite du chef de l'Etat, dans trois jours.

En 2012, plus de 70% des Réunionnais avaient voté pour François Hollande. Ils avaient véritablement l'espoir que "le changement c'est maintenant". Quelques semaines plus tard aux législatives, les candidats socialistes et assimilés ont utilisé cette popularité record d'un président de la République pour se faire élire à l'Assemblée

nationale. Pour la première fois, La Réunion avait 7 députés, et tous ont appelé à voter François Hollande au second tour. C'est donc fort logiquement qu'ils ont dit faire partie de la majorité.

Deux ans plus tard, la situation s'est aggravée. Le tiers des travailleurs sont au chômage, et plus de la moitié des

jeunes. Les prix continuent d'augmenter, la moitié de la population vit sous le seuil de pauvreté et le principal fait d'arme des gouvernements qui se sont succédés depuis 2012, ce sont la suppression du RSTA et de la prime COSPAR. C'étaient deux mesures que les Réunionnais avaient arraché par la lutte, ce bonus de 150 euros par

mois avait fait sortir des milliers de Réunionnais de la grande pauvreté. Ils vont y replonger.

La population a lourdement sanctionné cette politique. Lors des dernières européennes, le taux de participation est tombé à 20%, et le score du candidat du PS et assimilés était inférieur à 15%.

Rien en perspective n'incite à l'optimisme. Contrairement à tous les engagements, Paris n'a pas empêché le sabotage du tram-train tout en laissant les mains libres à Didier Robert pour qu'il puisse continuer vendre l'illusion de la route en mer. C'est là qu'une information vient tout bouleverser: la fin des quotas sucriers et du prix garanti en 2017. Autrement dit, sans un soutien massif de l'Etat en contradiction avec les règles de l'OMC, ce sera la fin de la filière canne. 30.000 emplois menacés.

Echéance annoncée

Depuis 2001, le PCR alerte sur cette menace. C'était quand l'Europe a ouvert totalement son marché aux produits des pays les plus pauvres. Considéré comme stratégique, le sucre était préservé jusqu'en 2009. Le problème de la concurrence internationale allait donc se poser tôt ou tard. Il s'est fait plus pressant quand le Brésil, l'Australie et la Thaïlande ont obtenu de l'OMC la mise hors la loi du

règlement sucrier européen. Sommée de se conformer à ces directives, l'Europe a mené une réforme en deux étapes. Tout d'abord entre 2006 et 2013, elle a baissé le quota des producteurs de sucre, ainsi que le prix garanti en cas de mévente. En Europe, cela s'est traduit par la fermeture de la moitié des usines, et un doublement de la productivité.

À La Réunion, le statut de RUP a permis d'obtenir un traitement spécifique au niveau des aides. Le prix garanti a baissé comme pour les autres producteurs de sucre, mais la France a été autorisée à verser une compensation de la différence entre l'ancien et le nouveau prix. Toutes les conditions étaient donc réunies pour que le système perdure six années supplémentaires. "Témoignages" avait alors mis en garde sur le danger de l'échéance 2014. Mais les autorités responsables de la filière, et même l'Etat, ont affirmé qu'il n'y avait d'échéance 2014. Les faits ont démenti ceux qui ont tenu des propos faussement rassurants.

Dans 3 jours, la clarification

Pour la période 2014-2020, la Commission européenne voulait supprimer les quotas dès 2014. Les planteurs de betteraves préféraient 2020. Les ministres ont alors décidé du compromis de 2017. Ce sursis de 3 ans ne change rien fondamentalement car la canne

à sucre n'est pas une plante annuelle. Les cannes plantées cette année sont sensées produire au moins jusqu'en 2020, soit bien après la fin du prix garanti. Or après 2017, il n'y a plus de certitude de l'écoulement de la totalité du sucre produit à La Réunion. Car il sera en concurrence directe avec le sucre de betterave et le sucre roux d'Amérique latine en Europe. Ce manque de visibilité suscite l'inquiétude, d'autant plus que la sécheresse s'installe. Elle diminue le tonnage de cannes récoltées, et donc la rentabilité de deux usines.

Depuis que le PCR a lancé une campagne d'explication directement auprès des personnes concernées, c'est-à-dire les planteurs et les ouvriers d'usine, des prises de position émergent. Un député a tenté de déminer le terrain samedi, affirmant qu'il reste encore trois ans. Ce lundi, c'est Christian Annette, chef de file du PS à Sainte-Marie, qui interroge la responsabilité des gouvernements qui se sont succédés depuis 2001, soit l'ensemble de l'échiquier politique en France. Pourquoi n'a-t-on pas anticipé, dit-il en substance.

Dans les trois jours, il est fort probable que surviennent d'autres déclarations et initiatives. Gageons qu'elles puissent renforcer le front pour la survie en train de se constituer. Le moment de la clarification est arrivé. Dans trois jours, chacun sera fixé.

M.M.



Cette parcelle de canne à sucre est en pente. L'abandon de cette culture livrera cette terre à l'érosion, transformée en boue elle se perdra dans la mer.

Édito

L'Occident pris à son propre piège

Si l'Union Européenne et les Etats Unis avaient conscience que le conflit qu'ils ont ouvert place Maidan, en Ukraine, afin de provoquer la chute du gouvernement légal, allait avoir comme conséquence le départ de la Crimée, se seraient-ils lancés dans cette aventure? Si, en plus, ils avaient évalué le risque d'un enlèvement conflictuel armé entre Ukrainiens, auraient-ils ouvert ce foyer de tension alors qu'ailleurs dans le monde, ils n'ont pas encore éteint les incendies qu'ils avaient sciemment allumés? Enfin, si ces mêmes protagonistes avaient pu envisager un seul instant qu'un avion de ligne aurait pu être abattu au-dessus de la zone de conflit, auraient-ils laissé le survol de cet espace aérien, garanti sans danger?

Tout porte à croire que l'Union Européenne et les Etats Unis n'avaient pas envisagé les multiples conséquences de leur stratégie d'expansion territoriale vers l'Est pour offrir à l'OTAN un espace généreux. Pour preuve, le traitement humanitaire de l'avion abattu est un véritable désastre sur tous les plans. Il révèle surtout l'incapacité des 2 puissances atlantistes à prendre des initiatives concrètes. Ils passent leur temps à dénoncer Poutine, mettant en avant la bonne conscience de l'Occident et des dirigeants de l'OTAN. Car, enfin, c'est un événement qui se passe en territoire européen, là où se trouve un concentré de toute leur panoplie politique et leur arsenal militaire. Ils sont tétanisés devant ceux qu'ils qualifient de «séparatistes» et dont ils pensaient se débarrasser, à peu de frais, par des moyens militaires. Ils avaient même organisé le silence des médias.

Tout est raté! Cela ne s'est pas passé comme prévu. A cause de cet événement tragique, le monde entier découvre l'ampleur de la confrontation intra-Ukrainienne. Le gouvernement est dirigé par un milliardaire du chocolat, préoccupé par l'avenir de son chiffre d'affaires, sur lequel la communauté internationale, encore moins les parents des victimes, ne peuvent pas compter. Des «séparatistes» qui pour l'heure réussissent à imposer leurs conditions à tous, (y compris, à Poutine, qu'ils suspectent depuis quelque temps de les abandonner). Ils montrent leur force et deviennent des interlocuteurs incontournables. Les médias si silencieux et très orientés sont dépassés quand le Vice-premier ministre Ukrainien Vladimir Groïsmann annonce que les forces régulières ont déjà perdu 14 avions et hélicoptères, abattus, depuis le lancement de l'offensive armée contre les populations de l'Est du pays.

Dès lors, les attaques publiques contre Poutine et la Russie apparaissent plus comme le dernier niveau de l'irresponsabilité là où l'urgence réclame l'action concertée des puissances en cause. Il y aura un temps pour le traitement des différends. Pour cet avenir, c'est de Tokyo que vient une proposition inattendue de Shinzo Abe, premier ministre: «toutes les questions doivent être réglées par la voie diplomatique et dans le cadre du droit international». C'est exactement ce que ne veulent pas les forces qui ont allumé l'incendie: les Etats Unis, l'Union Européenne et l'OTAN. Ils sont pris à leur piège.

J.B.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés

69^e année

DIRECTEURS DE PUBLICATION :

1944-1947 : Roger Bourdageau • 1947 - 1957 : Raymond Vergés • 1957 - 1964 : Paul Vergés • 1964 - 1974 : Bruny Payet • 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom • 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon • 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud • Depuis 2008 : Jean-Max Hoarau

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

RÉDACTION

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29
ÉMAIL RÉDACTION : temoignages@wanadoo.fr
SITE WEB : www.temoignages.re

ADMINISTRATION

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23
ÉMAIL AVIS, ABONNEMENT :
avis.temoignages@wanadoo.fr



En France, les répercussions de l'offensive israélienne contre les Palestiniens de Gaza donnent lieu à une radicalisation des manifestations et des mots d'ordre.

Les répercussions du bombardement des Palestiniens de Gaza en France

La manifestation interdite à Paris dégénère

La manifestation interdite à Paris samedi 19 juillet pour protester contre l'intervention israélienne dans la bande de Gaza a dégénéré, alors que dans plusieurs villes de France, la mobilisation s'est faite dans le calme.

Plusieurs milliers de personnes se sont réunies samedi à Paris, dans le quartier de Barbès, en dépit de l'interdiction de la préfecture de police de Paris. Rapidement, des manifestants ont jeté des projectiles, des pierres et des bouteilles sur les forces de l'ordre qui ont répliqué à coups de gaz lacrymogènes.

Une interdiction vivement contestée

Après la précédente manifestation qui a conduit à des heurts aux abords de deux synagogues, la préfecture de police de Paris a interdit deux nouveaux rassemblements, samedi 19 juillet, à Paris et à Sarcelles. Cette décision a été soutenue par le ministre de

l'Intérieur, Bernard Cazeneuve et le Président de la République, François Hollande, en déplacement au Niger: «Il ne peut y avoir des manifestations qui se font face et qui représentent des risques pour l'ordre public. Nous ne pouvons rester indifférents lorsque les objectifs ne sont pas simplement de manifester», a-t-il déclaré.

Pourtant elle divise la classe politique et notamment au sein du parti présidentiel, le député Pouria Amirshahi, présent dans la délégation présidentielle en Afrique de l'Ouest, a répliqué que «tout rassemblement comporte des risques, mais la police doit faire son travail le cas échéant». Plusieurs députés socialistes, dont Alexis Bachelay, Yann Galut et Pascal Cherki, ont exprimé leur désapprobation. «Aujourd'hui, nous refusons la décision trop hâtive du ministère de l'Intérieur et appelons le gouvernement

français à lever rapidement cette interdiction de manifester», ont-ils écrit.

Le porte-parole des Verts, Julien Bayou, a vivement critiqué cette décision: «on peut manifester à Tel Aviv ou New York mais pas à Paris. Incroyable interdiction qui va créer plus de trouble à l'ordre public».

Des manifestations partout

Selon les estimations de la préfecture de police contactée par le quotidien «Le Monde», entre 1.500 et 2.000 personnes ont participé au cortège de Barbès, et 100 et 200 manifestants se sont réunis à la gare du Nord. Sur plusieurs mètres, les manifestants ont scandé «Israël casse-toi, Palestine

vaincra» ou autre variante «Israël assassin, Hollande complice», avec des drapeaux palestiniens à la main. Parmi les manifestants, Sandra Demarcq, membre de la direction du NPA a expliqué au Monde qu'il était «hors de question de ne pas venir manifester» car «l'interdiction est illégitime et scandaleuse. De toute façon plus on est nombreux moins il y a le risque de débordements». Cette dernière a indiqué que «Paris est la seule capitale du monde à interdire une manifestation de soutien à Gaza. Même à Tel Aviv elle a eu lieu!».

En effet, ailleurs en France, des manifestations, prévues samedi 19 juillet, se sont déroulées dans le calme. Plus de 5.000 manifestants sillonnèrent les rues de Lyon, 1.700 à Saint-Étienne, un peu plus d'un millier à Strasbourg, 600 à Clermont-Ferrand, 400 à Montpellier, environ 300 à Bordeaux et 200 à Toulouse. A Nice, environ 90 personnes selon la police, ont bravé l'interdiction préfectorale.

A Londres, plusieurs milliers de personnes ont défilé depuis les grilles du 10 Downing Street, cabinet et résidence du Premier ministre, jusqu'aux abords de l'ambassade d'Israël, située dans le quartier de Kensington, dans l'ouest de la capitale. Les londoniens ont appelé à l'arrêt des attaques: «Arrêtez les attaques israéliennes sur Gaza», mais aussi «Libérez la Palestine», «Gaza, arrêtez le massacre», d'autres ont prêté à parti David Cameron: «David Cameron, honte à toi» ou encore «Gaza, Gaza, ne pleure pas, nous ne te laisserons pas tomber».

La manifestation dégénère

A la manifestation interdite de Paris, samedi peu avant 16 heures, la tension monte, des gaz lacrymogènes sont tirés et un mouvement de foule commence. D'après Le Monde, «les CRS en nombre sont déployés dans les rues adjacentes au boulevard Barbès», tandis que des manifestants commencent à leur jeter des pierres et des projectiles. Par la suite, manifestants et passants sont encerclés par les CRS.

«Les manifestants ont tous la même version des faits. Le rassemblement se déroulait bien. Les forces de l'ordre ont tiré sans sommation avec leurs flash-ball et lancé des grenades lacrymogènes», a indiqué la journaliste du quotidien. Par la suite, des manifestants ont jeté des poubelles à terre et des projectiles ont été lancés sur les CRS. Face à la situation, les magasins du quartier de Barbès ont fermé en attendant que la situation revienne au calme.

NPA, PCF et Front de Gauche même combat

Dans des communiqués de presse, ces trois organisations politiques ont dénoncé la position de François Hollande dans le conflit israélo-palestinien. Pour le PCF, «le président de la République, son premier ministre et sa diplomatie apportent leur soutien à l'agression israélienne. C'est d'autant plus inacceptable que François Hollande s'était engagé en 2012, à agir pour favoriser la paix et la sécurité entre Israël et la Palestine, à soutenir la reconnaissance internationale de l'Etat Palestinien (engagement 59 du candidat François Hollande)».

De son côté, le Front de gauche dénonce «la décision du gouvernement Valls qui a conduit à l'interdiction de la manifestation de samedi 19 juillet à Paris au motif d'incidents intervenus le dimanche précédant dont l'origine ainsi que le rôle de la Ligue de Défense Juive donnent lieu à des versions contradictoires. Cette interdiction constitue une atteinte intolérable au droit de manifester; elle témoigne aussi du choix du Pre-

mier Ministre d'une stratégie de la tension qui est insupportable car potentiellement dangereuse pour le débat et la démocratie!».

Le NPA, présent lors des précédentes manifestations a réitéré sa solidarité envers le peuple palestinien et condamnés «tous les propos et actes antisémites où qu'ils soient et d'où qu'ils viennent, du FN comme des amis de Soral et Dieudonné, ou d'autres dangereux irresponsables qui travestiraient la solidarité légitime avec les Palestiniens».

Assurant ne pas confondre la «population juive, ici ou en Israël, croyante ou non, avec la défense de la politique coloniale de l'Etat d'Israël». Le parti pointe du doigt le CRIF, qui «affirme que les Juifs de France soutiennent Israël, et de la Ligue de Défense Juive (LDJ)», et qui «appelle à des rassemblements pro-Israël devant des synagogues. Le conflit israélo-palestinien n'est pas un conflit religieux mais bel et bien un conflit politique».

D'après l'Agence France Presse, 17 policiers et gendarmes ont été blessés et 44 personnes ont été interpellées, dont 19 se trouvaient toujours en garde à vue dimanche matin. «Il y avait des forces de police devant, derrière, sans aucun possibilité de s'échapper. La tension aidant, au bout d'un moment, des frictions ont commencé. Les forces de l'ordre ont envoyé des grenades sur un sit-in qui s'installait à Barbès. Ils ont fait usage de gaz vomitifs et de flash-ball», a expliqué

un passant à l'agence, estimant que 8.000 à 10.000 personnes avaient manifesté samedi.

Organisée à l'initiative du «collectif national pour une paix juste et durable entre Palestiniens et Israéliens», qui regroupe un panel plus large d'associations, de partis et de syndicats, autre manifestation parisienne est prévue mercredi 23 juillet en soirée.

Céline Tabou



A Chicago, grande manif de solidarité avec le peuple palestinien.

Plus de 500 Palestiniens tués dont de nombreux enfants

Le «massacre» continue à Gaza

Dimanche aura été la journée la plus sanglante depuis le début de l'offensive israélienne lancée le 8 juillet. En dépit des appels à un cessez-le-feu, les autorités israéliennes maintiennent l'offensive terrestre et aérienne à Gaza, causant la mort de plusieurs dizaines de Palestiniens, dont principalement des enfants.

Le Conseil de sécurité des Nations unies s'est réuni en urgence dans la nuit de dimanche 20 à lundi 21 juillet, pour exprimer sa «grave préoccupation devant le nombre croissant de victimes». Cependant, en dépit des appels à un cessez-le-feu, Israël poursuit son attaque et devrait l'élargir. Interrogé par la radio publique, le ministre chargé des Services de renseignements Youval Steiniz a déclaré: «J'estime que les combats risquent de durer longtemps (...) il se peut que nous n'ayons d'autre choix que d'élargir les opérations, y compris jusqu'à prendre le contrôle de toute la bande de Gaza». Une position partagée par le ministre des communications, Gilad Erdan qui a indiqué que «ce n'est pas le moment de parler d'un cessez-le-feu», a-t-il souligné, excluant tout retrait en l'absence «d'arrangements à long terme (...) sur une démilitarisation de ce secteur».

Plus de la moitié n'avaient pas 12 ans

Le bilan est de plus en plus lourd, les principales victimes tuées à Gaza sont des mineurs. «Jusqu'à présent, il y a eu plus d'enfants qui ont péri sous le feu israélien que de combattants palestiniens», a affirmé samedi l'ONG, Défense Internationale des Enfants. Selon un bilan publié le jour même par l'Unicef, plus de 70 mineurs sur un total d'environ 340 morts décomptés par les services de secours de Gaza sont morts, depuis le 8 juillet. Dans le même temps, 637 mineurs ont été blessés à Gaza, et 4 en Israël par des tirs de roquettes palestiniennes, a précisé l'Unicef.

«Du 8 juillet jusqu'au 19 juillet à 4 heures du matin, au moins 73 enfants palestiniens ont été recensés comme décédés à la suite de frappes aériennes et de bombardements aériens, par mer et par des forces terrestres», a déclaré Catherine Weibel, porte-parole de l'Unicef pour la Palestine. Parmi eux, 53 garçons et 20 filles de moins de 18 ans.

Plus de la moitié de ces jeunes victimes n'avaient pas 12 ans, «la plus jeune victime était âgée de trois mois», a précisé Catherine Weibel. La chef de la diplomatie européenne, Catherine Ashton, a appelé à une enquête rapide sur les décès de mineurs. Mercredi 16 juillet, quatre garçons âgés de 9 à 11 ans ont été tués par une frappe israélienne sur une plage, près du port de la ville de Gaza, sous les yeux de journalistes.

L'armée israélienne avait alors assuré avoir ciblé des «terroristes du Hamas», mais face à l'indignation, elle a promis d'enquêter «consciencieusement» sur ce drame. Cependant, «quand on se bat, il y a des erreurs», a reconnu à l'AFP, samedi un officier israélien sous couvert de l'anonymat. L'Unicef a plaidé pour que les enfants soient «protégés de la violence. Ils ne doivent pas être les victimes d'un conflit dont ils ne sont aucunement responsables».

Journée sanglante à Chajaya

Dimanche, Chajaya, banlieue de Gaza, a été le théâtre de «massacre» et de «crime de guerre» d'après la Ligue arabe et les autorités palestiniennes. Une dizaine de morts a été recensée au 13ème jour des opérations israéliennes dans les territoires palestiniens. Selon les secours, au moins 72 personnes ont été tuées et plus de 200 blessées dans ce bombardement et 13 soldats israéliens ont perdu la vie. Cette journée a totalisé près de 87 morts, à travers la bande de Gaza. D'après l'Agence France Presse, à Chajaya, la situation est un «carnage» et

un «chaos», décrivant un «homme éventré et à la tête arrachée». «Le bombardement brutal et l'offensive terrestre à Chajaya sont des crimes de guerre contre les civils palestiniens et une escalade dangereuse qui pourrait avoir de lourdes conséquences», a dénoncé Nabil Al-Arabi, président de la Ligue arabe.

Dans un communiqué, le gouvernement palestinien a «condamné de la manière la plus forte qu'il soit le massacre atroce commis par les forces près de la frontière israélienne», exhortant la communauté internationale à «réagir immédiatement à ce crime de guerre». Pour sa part, l'armée israélienne a justifié son offensive à Chajaya, face à l'ampleur des dégâts humains. «Chajaya est une zone civile où le Hamas a placé ses roquettes, ses tunnels, ses centres de commandement», a répondu l'armée, ajoutant que «cela fait des jours que nous avons prévenu les civils de Chajaya qu'ils devaient évacuer. Le Hamas leur a ordonné de rester, c'est le Hamas qui les a mis dans la ligne de mire».

Le nombre de militants du Hamas décédé suite à ces frappes n'a toujours pas été avéré par les autorités israéliennes, qui lancent des offensives sur des civils. Des civils qui ne peuvent pas se rendre en territoire israélien car il leur est interdit et qui ne peuvent pas aller au-delà du mur, car la zone est sous blocus. Un cessez-le-feu humanitaire de deux heures, a été réclamé par la Croix-Rouge, afin d'évacuer les blessés et les cadavres qui jonchent les rues et les décombres de Chadjaiya.

Céline Tabou

64 personnes, dont 7 Prix Nobel de la Paix demandent un embargo sur les armes à destination d'Israël, «similaire à celui imposé à l'Afrique du Sud pendant l'apartheid».

Parmi les signataires, plusieurs Prix Nobel: Desmond Tutu, Betty Williams, Federico Mayor Zaragoza, Jody Williams, Adolfo Peres Esquivel, Mairead Maguire et Rigoberto Menchu.

La rubrique «Café-pêi» rassemble des contes et des nouvelles évoquant La Réunion, tous les mardis durant les vacances d'hiver.

Pour ceux qui n'ont pas plus de vacances que le bout de leur ongle, ceux qui n'ont pas les sous marqués pour sauter la mer, mais qui ont envie de s'échapper un peu sans billet d'avion ni bateau vomis, pour ceux-là d'abord, ces récits qui tenteront de proposer une autre façon de voir l'île, avec l'espoir d'agrandir les paysages et d'y ouvrir des perspectives: défense et illustration de l'identité culturelle réunionnaise avec, en creux, une mise en garde contre l'acculturation des masses, qu'elle soit affichée ou feutrée.

L'ÉCOLE DE LA NUIT (1)

La Grande Chaloupe

C'est comme si, d'un coup, la montagne s'affaissait. Le véhicule ralentit, obliqua, quitta la quatre voies. Sur toute l'étendue du pare-brise, basculèrent des murs blancs, tournèrent des toits quatre pentes, le carmin d'une crête de coq, et des bosquets de lauriers rose. Insoupçonnable de la route en corniche, un improbable lieu s'ouvrait, en plein creux de la ravine, entre mer et montagne, asphalte et cailloux, présence et oubli – un endroit à part, à aucun autre semblable, une parenthèse. Il y a quarante ans, le village devait ressembler à ce qu'il est aujourd'hui: un hameau dans une ouverture de roches. La gare de la Grande Chaloupe est toute pareille à ce que les anciennes cartes postales jaunies en montrent. Le temps a dû s'arrêter au quai.

Toilianti se penche vers le siège avant et dit à la conductrice: «Tu nous laisses là, merci.». La Clio s'arrête. La route se prolonge devant, passe devant le dépôt de la DDE pour dispa-

raître en bord de montagne derrière les parapets de basalte morcelé. Les trois adolescents descendent. Quelques mots échangés avec la dame et la voiture fait demi-tour. Les flancs de la roche qui bordent le village, tandis que les ombres de la fin de journée s'agrandissent, commencent à figurer deux ailes gigantesques autour des lycéens. C'est comme si elles protégeaient le hameau. Les trois silhouettes longent les rails du ti-train.

«Pourquoi tu ne nous as pas dit plus tôt qu'on devait t'accompagner à un anniversaire? On aurait acheté des cadeaux. Ça me gêne, moi, de venir les mains vides.

-Pas besoin de cadeau, Sigismond. Il y a tout ce qui faut dans mon sac, lui répond Toilianti. Le grand garçon marque sa surprise.

-C'est par là, l'anniversaire?», hésite le troisième ado, le genre de garçon qu'on ne remarque pas. Un air perpétuellement surpris flotte à la surface

de son visage, comme si la vie même n'avait cessé d'être étonnante, et en même temps il a l'air de s'y faire, de se faire à tout, un «Bon ben d'accord» errant sur ses lèvres. Lukas est un moun dousman-dousman, intello de service, toujours enrhumé, mouchoir à la main, appelé «l'hommelette» en sport parce qu'il finit toujours dernier, mais d'humeur égale, personne ne l'a jamais vu fâché.

Les trois copains passent le bâtiment du lazaret, à main gauche. Ils s'approchent de la montagne.

«C'est quand même vrai, rigole Sigismond, où il est ton anniversaire?

-Ben là!

-Où çà?

-Là devant toi!, dit Toilianti.

Le garçon objecte: -Il n'y a que la roche là!»

(Suite au numéro du prochain mardi)



Otè!

Nou lé an vi; pouatan, nou lé entouré par la mor

Dépi kektan, mon vi lé entouré par la mor; lé vré, sa va ariv nout tout mourir in jour, nou poua pa évit sa; nésans, kroisans, viéiés (po sak i dépas in sertin laj), mor; nout tout, kréol i di: «nout tout na pas par la».

Mé parfoi lé in pé brital; ou lé a demandé, kèl lé méyèr? Mourir britalman? Mourir lantman; tout sé mourir kant minm; zot la antandi tou lo problèm leutanazi; savoir si din sertin degré d soufrans, koma profon, si i vo pa mié otoriz eutanazié, sétadir done o malad in doz drog létal (mortèl).

Zordi monn ti fi na 11 zan; él na poin la sans; kan él la giny 5 kan, son tati (mon sèr-58 tan) atin din kansèr, i tiin fèt sa, kanping létansalé, o lié rant lopital po la shimio; 3 zour aprè, décé.

Ièr, in kamarad, provizèr rotrété (73 zan), i sar fé in partid boul lentrédé, na la fèt shoka, kriz kardiak, tantativ réanimasyon, désé, alor ké, avan ièr, nou té apré koz si lo droi la rotrèt, bien boir, bien manzé.

Na minm pa in moi, mi té sar fèt lo santènèr inn kouzine, la radio: «on nou pri danonsé le désé de Maximin...» oté, sé mon kamarad, parin mon garson, a moin parin la siinn: la trouv a li mor dan son kaz, 4 zour aprè, kriz kardiak!

*Mi parl pa zot lo kamarad lo parti, lo mardí ni domann son nouvèl, bon, la santé lé pa tro for, mé baya, mourir minm pa 48 ér aprè!
Bin, sa i fé bokou.*

Koté kamion mon voizin entrepreneur, mi ékout avi désé, la pa anons lo désé mon dalon provizèr-moin la konu a lu Polinési, li lé marié ék inn Hoarau Rivière du Mat. Désé, nana oui; tout laz; tout landroi; défoi ou la anvi antann bann nésans... sinon, oua kroir in zour nora pi domoun si la tèr bon dié.

Justin